



RCS : DIJON

Code greffe : 2104

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DIJON atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00171

Numéro SIREN : 827 535 907

Nom ou dénomination : K2H DEVELOPPEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 09/02/2017 sous le numéro de dépôt 945

**K2H DEVELOPPEMENT**  
**SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE**  
Au capital de 2.000.700 €uros  
Siège social : AHUY (21121) – 4 Place de l'Abbé Debrie

## **S T A T U T S**

*pa 11*

## ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à AHUY le 1<sup>er</sup> FEVRIER 2017.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

## ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée K2H DEVELOPPEMENT.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

## ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- L'acquisition, la gestion de valeurs mobilières et de tous droits sociaux,
- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens dans toute société ou entreprise existante ou à créer,
- L'animation des filiales,
- La gestion technique, commerciale, administrative, financière, en France ou à l'étranger de toute société ou entreprise,
- Les études et le montage de toutes opérations financières, industrielles ou commerciales,
- Le consulting et la formation,
- La prise, l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'exploitation de tous droits de propriété industrielle ainsi que de tous procédés,
- L'acquisition de tous immeubles ou droits sociaux immobiliers.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

## ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la société est fixé à AHUY (21121) – 4 Place de l'Abbé Debrie.

P2011

---

## **ARTICLE 5 - DURÉE**

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

## **ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL**

Les apports faits par les associés à la constitution de la société formant le capital d'origine ont tous été des apports en nature.

Le contrat d'apport est en annexe des présents statuts.

## **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à 2.000.700 Euros.

Il est divisé en 2.000.700 actions ordinaires d'une valeur nominale de un euro chacune.

## **ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

*Handwritten signature*

## **ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL**

---

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

La collectivité des associés est compétente pour augmenter le capital par décision extraordinaire. Elle peut déléguer cette compétence au président de la société dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle peut aussi déléguer au président de la société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés suivant les conditions légales et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés peut aussi par décision extraordinaire augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

## **ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL**

Le capital peut être amorti par une décision extraordinaire des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision extraordinaire des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

---

**ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE**

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du président de la société aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président de la société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

**ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS**

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par décision extraordinaire des associés.

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision extraordinaire des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

**ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES**

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

---

## **ARTICLE 14 -TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT**

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

La demande d'agrément doit être notifiée à la société. Elle indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre de titres dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation de la valeur des titres dans les autres cas.

L'agrément est donné par le Président. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si le cessionnaire n'est pas agréé, la société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus de faire acquérir les titres soit par un associé, soit par un tiers, soit avec le consentement du cédant, par elle-même. A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément l'achat n'est pas réalisé, la cession peut être régularisée au profit du cessionnaire proposé. Toutefois, ce délai peut être prorogé par décision de justice dans les conditions prévues par le Code de commerce.

Le cédant peut renoncer à tout moment à la cession de ses titres.

La société peut également racheter, avec l'accord du cédant, les titres de capital. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

*Handwritten signature/initials*

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé par décision de justice à la demande de la société, l'achat ou le rachat des valeurs mobilières n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est considéré comme donné.

#### **ARTICLE 15 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL**

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions extraordinaires.

#### **ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL**

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Toutefois, la société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, exclues du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

---

## ARTICLE 17 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné, pour une durée limitée ou non, par décision collective ordinaire des associés.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision collective ordinaire des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, tout associé provoque une décision collective à seule fin de procéder à son remplacement.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, le président de la société ne peut, sans l'autorisation de la collectivité des associés prise par décision ordinaire :

- contracter des emprunts, à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par des associés,
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,
- constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux sont désignés par décision collective ordinaire des associés, pour une durée limitée ou non. En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire des associés, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

02 ul

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion, d'une part, des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Une décision collective ordinaire des associés fixe, s'il y a lieu, le montant et les modalités de la rémunération du président de la société et du ou des directeurs généraux.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail exclusivement auprès du président de la société.

## **ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE**

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société et aux dirigeants, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la société ou directeur général. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

## **ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont désignés par décision collective ordinaire des associés.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du président de la société de toutes autres décisions collectives.

## **ARTICLE 20 - OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, y compris toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, ainsi que les opérations suivantes :

- l'émission d'obligations,
- l'agrément préalable des cessions et transmissions de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires, y compris celles afférentes aux rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées ne délibèrent valablement que si les titulaires concernés, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

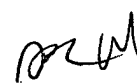
## **ARTICLE 21 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES**

1. Les décisions collectives résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2. L'assemblée est convoquée quinze (15) jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.



Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

---

L'assemblée est présidée par le président de la société à condition qu'il soit associé. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émarginée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

3. En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

5. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

---

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

## **ARTICLE 22 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES**

1. La décision suivante est prise à l'unanimité des associés :

- changement de la nationalité de la société.

2. Sous ces réserves, les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

3. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.

## **ARTICLE 23 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES**

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

---

## **ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

## **ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président de la société peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

---

## **ARTICLE 26 - PAIEMENT DU DIVIDENDE**

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par les associés ou, à défaut, par le président de la société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président de la société.

## **ARTICLE 27 - TRANSFORMATION - PROROGATION**

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président de la société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

## **ARTICLE 28 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION**

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la société. La société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

## **ARTICLE 29 - LIQUIDATION**

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par des dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.



Le président de la société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, par une décision collective ordinaire, statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à l'article 16.

### **ARTICLE 30 - APPORTS**

Toutes les actions d'origine représentant des apports en nature effectuées dans les conditions figurant en annexe.

### **ARTICLE 31 - PERSONNES INTERVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF**

- 1) Monsieur Cyril HUG  
Demeurant 4 Place de l'Abbé Debrie – 21120 AHUY  
Né à DIJON (21), le 4 avril 1969
- 2) Madame Anne KERMARREC  
Demeurant 4 Place de l'Abbé Debrie – 21120 AHUY  
Née à MULHOUSE (68), le 15 novembre 1962

02 04

---

**ARTICLE 32 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT DE LA SOCIETE -  
NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le premier président de la société est Monsieur Cyril HUG, soussigné, qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée illimitée.

Sa rémunération est fixée par acte séparé.

Madame Anne KERMARREC est nommée présidente suppléante appelé à lui succéder en cas de décès ou d'incapacité totale du président en fonction.

Dans le cas où le président et la personne appelée à le remplacer disparaîtraient en même temps une assemblée générale serait convoquée pour statuer sur la nomination d'un nouveau président.

La présidente suppléante prendra automatiquement ses fonctions à la date de la cessation effective de celles de son prédécesseur et accédera immédiatement et de plein droit à l'exercice de celle-ci.

Le nouveau président exercera ses fonctions pour une durée non limitée dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Sont nommés commissaires aux comptes de la société pour les six premiers exercices :

- Société AB AUDIT  
Représentée par Monsieur Rémy SEGUIN  
77 rue Gloriette à CHALON SUR SAONE (71)  
En qualité de Commissaire aux comptes titulaire
- Monsieur Lionel SALEMBIER  
28 Rue de la Redoute - ZAE CAP NORD - BP 37913 - 21079 DIJON CEDEX  
En qualité de Commissaire aux comptes suppléant qui exercera, le cas échéant, ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat confié au titulaire ou pendant le temps où celui-ci sera temporairement empêché.

Les commissaires ainsi nommés n'ont vérifié aucune opération d'apport ou de fusion consentie à la société ou à une société que celle-ci est appelée à contrôler.

Ils ont donné toutes les informations requises en vue de leur désignation et ont déclaré accepter leur mandat et remplir les conditions exigées pour l'exercer.

**ARTICLE 33 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - PERSONNALITE MORALE -  
ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION**

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.



Le premier exercice social sera clos le 30 septembre 2017. En outre, les actes souscrits pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La reprise de tous autres engagements souscrits pour le compte de la société en formation ne peut résulter, après l'immatriculation de la société, que d'une décision collective ordinaire des associés.

#### **ARTICLE 34 - FRAIS DE CONSTITUTION**

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

#### **ARTICLE 35 - PUBLICITE - POUVOIRS**

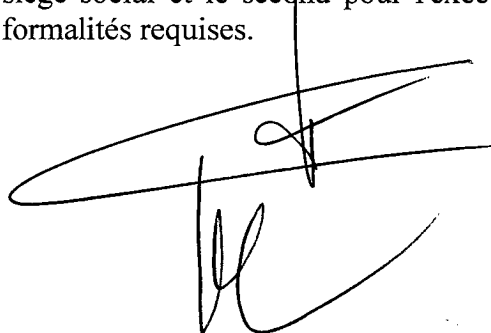
Les formalités de publicité sont effectuées à la diligence du président de la société.

Monsieur Cyril HUG est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à AHUY

Le 14 février 2017

En deux originaux dont un pour être déposé au siège social et le second pour l'exécution des formalités requises.



W  
182

---

## ANNEXE AUX STATUTS

### LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Cyril HUG  
Né à DIJON (21) le 4 AVRIL 1969  
Demeurant à AHUY (21121) – 4 Place de l'Abbé Debrie
- Madame Anne KERMARREC, épouse HUG  
Née à MULHOUSE (68) le 15 NOVEMBRE 1962  
Demeurant à AHUY (21121) – 4 Place de l'Abbé Debrie

Mariés sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître GUILARD, Notaire à DIJON le 18 MAI 2000, préalable à leur union célébrée à la Mairie de MARSANNAY LE BOIS (21) le 10 JUIN 2000.

Agissant en qualité d'apporteurs des biens ci-après énoncés, puis en tant que de besoin en qualité de futurs associés de la Société par Action Simplifiée K2H DEVELOPPEMENT en cours de formation, dont le siège social sera fixé à AHUY (21121) – 4 Place de l'Abbé Debrie.

### I – APPORTS – DESIGNATION

- 1) Monsieur Cyril HUG fait apport à la société ci-dessus mentionnée, en cours de formation, sous les garanties ordinaires et de droit, de 1.082 actions de la Société FILAB, Société par Action Simplifiée au capital de 135.000 Euros, dont le siège social est à DIJON (21) – 13 Rue Pauline Kergomard et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro 491 631 891.

Lesdites actions sont apportées pour une valeur unitaire de 1.482 Euros.

- 2) Madame Anne KERMARREC fait apport à la société ci-dessus mentionnée, en cours de formation, sous les garanties ordinaires et de droit, de 268 actions de la Société FILAB, Société par Action Simplifiée au capital de 135.000 Euros, dont le siège social est à DIJON (21) – 13 Rue Pauline Kergomard et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro 491 631 891.

Lesdites actions sont apportées pour une valeur unitaire de 1.482 Euros.

CH  
BZ

## **II – REPARTITION DE L'APPORT**

- Monsieur Cyril HUG apporte 1.082 actions,  
soit un montant de ..... 1.603.524 €
  - Madame Anne KERMARREC apporte 268 actions,  
soit un montant de ..... 397.176 €  
-----
- Soit un total de 1.350 actions,  
Représentant un montant total de ..... 2.000.700 €

## **III – REMUNERATION DE L'APPORT**

Il est créé 2.000.700 actions de 1 €uro selon la répartition suivante :

|                             |                   |
|-----------------------------|-------------------|
| Monsieur Cyril HUG.....     | 1.603.524 actions |
| Madame Anne KERMARREC ..... | 397.176 actions   |
|                             | -----             |
| TOTAL.....                  | 2.000.700 actions |

## **IV – PROPRIETE ET JOUISSANCE**

Le transfert de propriété des actions ci-dessus apportées est immédiat vis-à-vis des apporteurs nonobstant le fait que la Société n'aura la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce.

La Société K2H DEVELOPPEMENT aura la jouissance, à compter de son immatriculation, de tous dividendes et intérêts mis en distribution sur les actions qui lui sont apportées.

## **V – CONTROLE VALEUR DES APPORTS**

Pour évaluer les apports objet des présentes, il a été décidé d'utiliser les comptes de la Société FILAB arrêtés au 30 SEPTEMBRE 2016, la valeur retenue étant confirmée aux termes d'un rapport de Monsieur Frédéric FRANCE désigné en qualité de Commissaire aux Apports, à l'unanimité des associés.

## **VI – AGREMENT**

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 19 janvier 2017 la Société FILAB, SAS au capital de 135.000 €uros, dont le siège social est à DIJON (21074) – 13 Rue Pauline Kergomard, a expressément agréé, en qualité de nouvelle associée, la Société K2H DEVELOPPEMENT, encours de constitution, conformément aux dispositions de l'article 14-II des statuts.

CH  
BR

## **VII – DECLARATIONS**

Les apporteurs déclarent que les actions leur appartiennent en propre pour les avoir reçues lors de la constitution de FILAB en 2006, par une augmentation de capital en 2009 et acquises auprès d'un autre associé.

Les actions ne sont grevées d'aucune charge, garantie, nantissement et sont à la libre disposition des apporteurs.

La Société FILAB n'est pas et n'a jamais été en état de cessation de paiements, de règlement amiable, de procédure de sauvegarde ou de redressement.

Le présent apport est consenti sans garantie d'actif et de passif.

## **VIII – DECLARATIONS FISCALES**

Pour la perception des droits d'enregistrement, le présent apport bénéficie du régime prévu à l'article 810Bis du Code Général des Impôts et sera exonéré.

En matière d'impôts directs, la Société K2H DEVELOPPEMENT étant soumise à l'impôt sur les sociétés, la plus value mobilière d'échange à une société contrôlée par les apporteurs bénéficient du régime du report d'imposition prévu à l'article 150-OB TER du Code Général des Impôts.

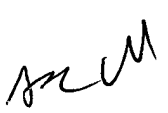
Ce report d'imposition devra faire l'objet d'une déclaration en 2018 sur les opérations réalisées en 2017.

Il est toutefois rappelé que ce report prendrait fin :

- En cas de cession à titre onéreux ou annulation des titres de la Société K2H DEVELOPPEMENT reçus en rémunération de l'apport des titres FILAB.
- En cas de cession ou annulation des titres FILAB apportés à K2H DEVELOPPEMENT, dans un délai de trois ans à compter de l'apport, sauf à ce que la société bénéficiaire de l'apport (K2H DEVELOPPEMENT) réinvestisse dans un délai de deux ans à compter de la cession au moins 50 % du produit de la cession dans une activité économique.

## **IX – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et actes qui en seront la suite ou la conséquence, les parties élisent domicile au futur siège de la Société K2H DEVELOPPEMENT à AHUY (21121) – 4 Place de l'Abbé Debrie.



---

**X – FRAIS ET DROITS**

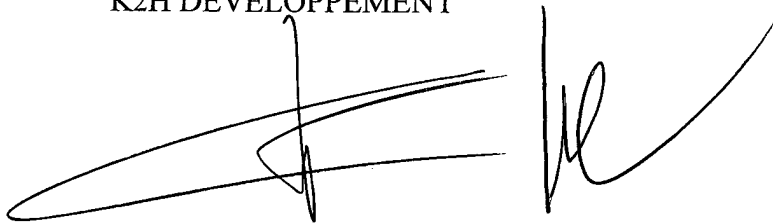
Tous frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la société bénéficiaire ainsi que son représentant l'y oblige.

Fait à AHUY

Le 19 JANVIER 2017

En annexe des statuts de la Société

K2H DEVELOPPEMENT

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several sweeping strokes.

BC d

- Yves CASSIN
- Frédéric FRANCE
- Eric CORRET
- Nicolas MORON



le 9 FEV. 2017  
sous le n° A

965

**K2H DEVELOPPEMENT**  
SAS au capital de 2 000 700 euros  
4 place de l'Abbé Debrie  
21121 AHUY

**Rapport du Commissaire aux apports**

**Rapport du commissaire aux apports**

(Article L.223-9 du Code de Commerce)

**Sur les apports à effectuer par  
Monsieur Cyril HUG**

**à la SAS K2H DEVELOPPEMENT**

acc

# **RAPPORT DE COMMISSARIAT AUX APPORTS SUR LES APPORTS EFFECTUES A LA SAS K2H DEVELOPPEMENT**

En exécution de la mission qui nous a été confiée à l'unanimité par les futurs associés de la société K2H DEVELOPPEMENT, concernant l'apport de la totalité des parts sociales de la SAS FILAB détenues par :

- Monsieur Cyril HUG,
- Madame Anne KERMARREC,

à la SAS K2H DEVELOPPEMENT,

nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.223-9 du Code de commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de traité d'apport signé par le représentant de la société concernée.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences consistent à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire des apports.

## **Le rapport est structuré de la façon suivante**

- 1. Exposé de l'opération**
  - a. But de l'opération
  - b. Propriété et jouissance
  - c. Conditions de l'apport
- 2. Description et évaluation des apports**
  - a. Comptes annuels
  - b. Valorisation
- 3. Vérifications effectuées**
  - a. Programme de travail
  - b. Commentaires
- 4. Conclusion**

*Handwritten signature*

## **1 – EXPOSE DE L'OPERATION**

### **a - But de l'opération**

L'opération consiste en l'apport des titres d'une société détenue en propre par Monsieur Cyril HUG et Madame Anne KERMARREC pour constituer le capital de la SAS K2H DEVELOPPEMENT.

### **Concernant les associés :**

Monsieur Cyril HUG né le 4/04/1969 à DIJON est marié avec Madame Anne KERMARREC née le 15/11/1962. Les deux époux ont choisi le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître GUILARD, notaire à DIJON, préalablement à leur union célébrée le 10/06/2000, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

### **Concernant la société :**

La SAS FILAB  
Siège social 13 rue Pauline KERGOMARD - 21000 DIJON  
Immatriculée au RCS de DIJON 491 631 891.

Les apports se résument dans le tableau suivant :

|                              | FILAB                                      |                              |           |
|------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------|-----------|
|                              | Nombre total parts<br>composant le capital | Nombre de parts<br>apportées | % apporté |
|                              | 1 350                                      |                              |           |
| <b>Monsieur Cyril HUG</b>    |                                            | 1082                         | 80 %      |
| <b>Madame Anne KERMARREC</b> |                                            | 268                          | 20 %      |

### **b - Propriété et jouissance**

La SAS K2H DEVELOPPEMENT deviendra propriétaire des titres et droits qui y sont rattachés à compter du jour de son immatriculation au greffe du tribunal de commerce.

### **c - Conditions de l'Apport**

La société précitée est imposée selon le régime de l'impôt sur les Sociétés. L'apport est effectué conformément aux dispositions de l'article 150-0 B TER du CGI qui prévoit le report d'imposition.

## 2 – DESCRIPTION ET EVALUATION DES APPORTS

### Apports des titres de la SAS FILAB

#### a - Comptes annuels

Les capitaux propres de la société sont déterminés à partir du bilan arrêté au 30/09/2016 exprimée en € :

| <u>Valeurs comptables</u>      |                  |
|--------------------------------|------------------|
| <u>au 30/09/2016</u>           |                  |
| <b><u>ACTIF</u></b>            |                  |
| ♦ <b>Immobilisations</b>       |                  |
| Incorporelles                  | 150 000          |
| Corporelles                    | 522 131          |
| Financières                    | 64 436           |
| ♦ <b>Circulant</b>             |                  |
| Stocks                         | 105 351          |
| Créances                       | 915 572          |
| Disponibilités                 | 2 238 663        |
| Charges d'avance               | 36 245           |
| <b><u>Total de l'actif</u></b> | <b>4 332 398</b> |

| <u>Valeurs comptables</u>          |                  |
|------------------------------------|------------------|
| <u>au 30/09/2016</u>               |                  |
| <b><u>PASSIF</u></b>               |                  |
| ♦ <b>Dettes financières</b>        |                  |
| Emprunts et intérêts courus        | 487 773          |
| ♦ <b>Autres dettes</b>             |                  |
| Dettes fournisseurs                | 273 976          |
| Dettes fiscales et sociales        | 657 150          |
| Autres dettes                      | 3 961            |
| ♦ <b>Comptes de régularisation</b> |                  |
| Produits constatés d'avance        | 100 366          |
| <b><u>Total du passif</u></b>      | <b>1 523 225</b> |
| <b><u>ACTIF NET</u></b>            | <b>2 809 173</b> |

12/01

## b - Valorisation

La valeur unitaire de l'action de la société FILAB a été retenue pour 1 482 euros.

La valeur retenue pour la totalité de l'apport est donc de 2 000 700 €.

### REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de leurs apports ;

- Monsieur Cyril HUG recevra 1 603 524 actions de 1 €,
- Madame Anne KERMARREC recevra 397 176 actions de 1 €.

Les deux associés recevront donc les 2 000 700 actions de la société nouvellement créée formant la totalité de son capital.

### AVANTAGES PARTICULIERS

Aucun avantage particulier n'a été donné aux associés porteurs d'actions de la SAS K2H DEVELOPPEMENT.

### 3 – VERIFICATIONS EFFECTUEES

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes pour :

- *vérifier la réalité des actifs apportés ;*
- *contrôler la valeur attribuée aux apports.*

#### a - Programme de travail

Ainsi, conformément à la doctrine professionnelle relative à cette mission, mes travaux ont consisté en :

- prise de connaissance générale des entités, du contexte juridique et économique de l'opération ;
- consultation des documents juridiques relatifs à cette opération ;
- entretien avec le dirigeant ;
- revue du dossier d'arrêté de comptes de la société FILAB ;
- réalisation de différents contrôles afin de nous prononcer sur la réalité des apports ;
- procédure analytique sur les informations financières et comptables ;
- approche directe de la valeur globale des apports ;

al  
pc

- obtention des confirmations suivantes de la part du dirigeant-associé :

- les titres n'avaient pas fait l'objet d'un nantissement ;
- la société était propriétaire des actifs apportés ;
- l'absence d'événements postérieurs de nature à affecter la valeur des apports ;
- la confirmation du dirigeant sur les prévisions d'activité.

b - Commentaires sur les valeurs prises en compte

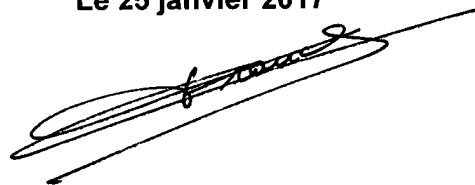
- Le matériel a fait l'objet d'une valorisation à sa valeur nette comptable, proche de sa valeur vénale ;
- Les dettes correspondent à leurs valeurs d'inscription en comptabilité ;
- Aucun litige en cours n'est à signaler par le dirigeant actuel ;
- Pas d'événement à signaler par le dirigeant ni de retraitement à effectuer depuis la situation intermédiaire du 30/09/2016 à ce jour.

**4) CONCLUSION**

Sur la base de nos travaux, nous concluons que les commentaires précédemment formulés ne sont pas de nature à affecter la valeur des apports s'élevant à **2 000 700 €** et, en conséquence, que la valeur des actions apportées est au moins égale :

- au montant du capital apporté.

Fait à DIJON  
Le 25 janvier 2017



Le Commissaire aux apports  
**Frédéric FRANCE**

